Un œil sur Défense
Géopolitique et Sécurité
UNION-IHEDN

N°226, décembre 2025

Entretien avec Pierre Lévy, ancien ambassadeur de France en Russie (2020-2024)

Propos recueillis le 25 novembre 2025 par Sophie Jacquin

1. En quoi consiste le monde multipolaire prôné par Vladimir Poutine ?

Nous sommes face à une crise que j'appellerais Matriochka, ces poupées russes emboitées. Une crise gigogne. La plus petite, c'est le conflit contre l'Ukraine visant son asservissement et la conquête de tous les territoires annexés. La deuxième, c'est le conflit contre l'Otan et l'Union européenne (UE) identifiées aux Etats-Unis, considérés comme la maison mère. La troisième, la poupée enveloppante, c'est la lutte de la Russie pour un nouvel ordre mondial multipolaire, un monde polycentrique pour reprendre le terme employé par Vladimir Poutine à la conférence de Valdaï le 2 octobre dernier. Il s'agit, selon la vision russe, d'un monde organisé en sphères d'influence : une russe sur l'Europe, une chinoise sur l'Asie, et une américaine sur l'Amérique. Cela signifie pour le Kremlin, un monde désoccidentalisé suivant un agenda systématique de lutte contre l'Occident, avant tout contre l'hégémonie américaine.

Il se décline de différentes manières : au plan politico-militaire, la remise en cause de l'ordre de sécurité en Europe, avec l'objectif de mettre un terme à la poussée de l'Otan vers l'Est, selon le langage russe, en réalité le libre choix des alliances. Au plan économique, comme le montrait l'ordre du jour du sommet des BRICS à Kazan, en octobre 2024, la lutte pour la dédollarisation de l'économie mondiale, la création de banques de développement et de systèmes de paiement alternatifs. Mais cet agenda russe anti-occidental rencontre un succès limité compte tenu des réticences de certains partenaires et surtout de la réalité économique : le poids du dollar dans les échanges internationaux et dans les réserves des banques centrales.

La multipolarité est d'abord une réalité avant d'être un slogan qui existait bien avant la guerre avec la montée des pays émergents comme la Chine, l'Inde, ou le Brésil dans l'économie mondiale. La multipolarité peut avoir des conséquences positives si elle va de pair avec le multilatéralisme, c'est-à-dire des stratégies coopératives pour la paix, la sécurité, le développement, et d'autres enjeux comme la lutte contre le changement climatique. Mais elle peut avoir des conséquences négatives, s'il s'agit simplement du jeu des politiques de puissance selon de purs rapports de force, de pôles qui cherchent à contrôler leur environnement immédiat et à s'affirmer sur la scène mondiale. Dès 2007, dans son discours du 10 février à la conférence sur la sécurité de Munich, Poutine a commencé en déclarant : « *Je vais éviter les formules de politesse superflues et de recourir aux clichés diplomatiques aussi agréables à entendre que vides de sens et voilà ce que je vais vous dire.* » Déroulant ensuite, « *ce n'est plus acceptable d'avoir un monde unipolaire* ».

En Ukraine, *« le détonateur a été européen et je pense que la solution sera aussi européenne. » Pierre Lévy*

Au cœur du narratif russe se trouve la sacralisation de « la Grande Guerre patriotique », la Seconde Guerre mondiale. Pour Moscou, ce qui se passe actuellement, c'est la Troisième Grande Guerre patriotique. La première était celle de 1812 contre Napoléon. Aujourd'hui, c'est la lutte pour la dénazification. Les Russes s'aperçoivent toutefois que ce slogan parle peu aux pays du « Sud global ». Il s'agit d'un problème européen. En 2024, la Russie a ajusté son discours, pour mettre en avant la lutte contre le néo-colonialisme à l'occasion notamment des troubles en Nouvelle-Calédonie. La France a été alors très ciblée. Toujours pour essayer de contrer l'Occident - qui maintenant représente une minorité - les Russes parlent désormais, plutôt que du Sud Global, de « majorité mondiale » comprenant les BRICS et les pays en voie de développement.

Il est clair que le conflit actuel va bien au-delà du simple asservissement de l'Ukraine. Il s'agit d'un combat global pour recréer un monde multipolaire, sur une base bipolaire, car dans le paysage russe, l'astre qui compte, brille à Washington. Il s'agit de récréer le duopole de l'époque soviétique, d'égal à égal, ce qui n'est bien évidemment pas le cas de nos jours quand on regarde par exemple les PIB.

2. ***Que recouvre le terme de « bardakisation » que vous introduisez dans votre ouvrage pour désigner le jeu russe ?***

Il vient du mot russe « bardak » qui signifie le désordre, la pagaille, ou plus exactement le « bordel ». C'est d'abord l'idée de jouer à fond du rapport de force. Au-delà même de l'exemple russo-ukrainien, on constate une forme de désinhibition de l'action militaire, et le développement des actions hybrides. Comme si l'usage de la force permettait d'atteindre des objectifs politiques, alors qu'on a bien vu, au cours de ces vingt dernières années, les limites de l'action militaire, en Afghanistan pour les Russes et les Américains, en Irak, en Libye ou à Gaza.

Ensuite, le pouvoir de nuisance de la Russie n'est pas nouveau. Elle possède les moyens de peser pour empêcher plutôt que pour construire. Comme au Conseil de sécurité avec l'exercice de son droit de véto.

Ce concept de bardakisation comprend également l'idée d'exploiter les vides de puissance. Les Russes ne sont pas forcément forts, mais ils sont bien capables d'identifier un certain nombre de faiblesses temporaires chez les autres, comme par exemple en 2021 les divisions entre Européens, les événements du Capitole le 6 janvier, le retrait catastrophique américain d'Afghanistan en août.

Mais la guerre en Ukraine demeure l'enjeu prioritaire pour Moscou, prête à sacrifier d'autres éléments de sa politique étrangère pour son succès. Ainsi de la lutte contre la prolifération. Désormais, les rapports de la Russie sont inversés avec la Corée du Nord et l'Iran compte tenu de l'importance de leurs soutiens militaires. Cette situation a des conséquences sur les enjeux nucléaires concernant la Corée du Nord et l'Iran. S. Lavrov a déclaré, en octobre 2024, à Pyongyang, que le dossier nucléaire était clos. La Russie a mis son veto en mars 2024 à la reconduction du comité de suivi des sanctions, créé par la résolution 1718.

Cette position est très grave, parce que les Russes ont des responsabilités, comme nous, au titre de membre permanent du Conseil de sécurité. Même dans leur environnement immédiat, ils ne sont plus capables de peser, comme en témoigne leur absence dans la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Dans la bardakisation du monde, le souhait russe de renverser la table rencontre cependant des limites, car la Chine n'y a pas intérêt. Si celle-ci soutient la Russie, elle est en revanche très intégrée dans la mondialisation, dans les chaînes de valeur. Elle possède des intérêts commerciaux majeurs sur les marchés européens et américains. Ce qui n'est pas le cas de la Russie qui exporte des matières premières, notamment énergétiques, mais pas de produits de consommation. Contrairement à Moscou, Pékin ne veut pas qu'il y ait trop de pagaille. Elle veut changer les règles, créer ses propres institutions, mais pas tirer la nappe en cassant toute la vaisselle. C'est une différence majeure.

La Russie cherche aussi à créer une forme de multipolarisation, opposer les uns les autres, jouer sur les frustrations de certains pays comme en Afrique, au Mali, ou en RCA pour s'opposer à la France par exemple. Les pays qui marchent avec la Russie n'adhèrent pas forcément à sa vision du monde. De manière opportuniste, ils veulent profiter de l'effet « bardak », occasion de contester l'Occident et de se faire une place au soleil sur la scène internationale.

Sur l'Ukraine, à force de répéter que les deux pays n'en forment qu'un seul, les Russes ne se sont pas rendu compte que l'Ukraine avait profondément changé depuis 2014, que son armée s'était modernisée. Il y a un pattern du passage à l'acte russe. En avril 2008, lors du sommet de l'Otan à Bucarest, un compromis boiteux sur l'avenir de l'Ukraine et la Géorgie dans l'Otan a été adopté. Les Russes ont interprété cette indécision comme un signe de faiblesse puis sont passés à l'acte en Géorgie en août 2008. Chaque fois, Moscou est très attentif à observer quel est le bon moment, sachant que ses projets s'inscrivent dans le temps long.

3. ***En Ukraine, la Russie est-elle allée trop loin pour ne pas aller plus loin ? A-t-elle intérêt à la paix ou à la poursuite de la guerre ?***

A l'ambassade, nous avons fait assez tôt l'analyse selon laquelle Vladimir Poutine inscrivait son projet de régler la question ukrainienne dans une perspective historique. L'élément déclencheur, je pense, a été la réforme constitutionnelle de 2020, qui lui permettait de faire encore deux mandats présidentiels, jusqu'en 2036. A ce moment-là, il s'est dit sans doute, je vais régler la question ukrainienne en travaillant pour la postérité, en inscrivant mon nom dans l'histoire, au même titre que Pierre 1er, Catherine II, ou Staline. Regardant le rapport de force, il a considéré que le moment était venu de passer à l'acte. Les choses ne se sont pas passées comme prévu. Il y a eu beaucoup de surprises : la résistance ukrainienne, l'unité des Européens, l'élargissement de l'Otan à la Finlande et à la Suède, le renforcement de sa posture de dissuasion…

Aujourd'hui, Poutine a complètement engagé son pays dans la guerre. La Russie se transforme profondément avec une économie de guerre, la perte de ses premiers partenaires économiques, commerciaux et technologiques au sein de l'Union européenne.

Elle s'est désormais tournée vers l'Asie. Ensuite, beaucoup de Russes ont intérêt à la poursuite de la guerre. Ceux qui touchent les primes d'engagement dans l'armée, ou de décès. Des primes incommensurables par rapport au salaire moyen. Le gouvernement commence d'ailleurs à les baisser, car elles coûtent très cher. Et des hommes d'affaires, ou des oligarques rachètent des actifs d'entreprises occidentales, à bas prix et gagnent aussi beaucoup d'argent. Donc, politiquement, Poutine ne peut pas faire marche arrière, et même l'atterrissage dans une situation de paix est devenu difficile.

Mais surtout, il y a le sentiment que la Russie est en train de gagner. Le regain de confiance est très net. Même si on ne compte pas de succès stratégiques russes, le grignotage du terrain ukrainien se poursuit. On va arriver au quatrième hiver de guerre. Les Russes bombardent les infrastructures énergétiques. La Russie est complètement verrouillée sans opposition ni contestation visibles, même si la population est, je pense, fatiguée et voudrait de plus en plus la fin de la guerre.

Si l'arrivée de Trump a provoqué des turbulences, elle ne modifie cependant pas la défiance profonde de la Russie vis-à-vis des Etats-Unis. Mais Trump et Poutine se rejoignent sur pas mal de points. On a bien constaté un biais plutôt pro-russe ou anti-Zelenski du président américain. Les Russes ont joué au cours de ces derniers mois à la fois en poursuivant leur ligne, tout en évitant de se mettre à dos Trump, en utilisant notamment des expressions qui montraient qu'ils le ménageaient : « *Si Trump avait été là, il n'y aurait pas eu la guerre* », « *c'est la guerre de Biden* », reprenant le discours de Trump. Dans son discours devant le club Valdaï, le 2 octobre dernier, Poutine a déclaré « *Trump est un interlocuteur confortable qui sait écouter* ».

Des sanctions américaines sont entrées en vigueur, en novembre dernier, contre Rosneft et Lukoil. Il est trop tôt pour savoir si cela traduit un vrai changement de pied. Je reste assez sceptique. Les développements se sont accélérés, en novembre, avec la présentation d'un plan américain en 28 points qui parait avoir été écrit à Moscou tant il épouse très largement les positions russes. Les réactions ukrainiennes et européennes ont suivi pour tenter de le rééquilibrer. Je pense que le moment de vérité arrivera bientôt. La Russie et les Etats Unis tomberont les masques : veulent-ils véritablement la paix, un règlement politique juste et durable ? La crise entrera-t-elle dans une nouvelle séquence avec un cessez le feu et de véritables négociations ?

Enfin, plus d'un million de Russes sont passés par le front ukrainien. Le nombre de victimes, morts et blessés est de l'ordre de 700 000. Parmi ceux qui reviennent du front, nombre d'entre eux sont des criminels recrutés à la sortie de prison. Leur retour à la vie civile est une question très importante pour essayer de cerner l'avenir de la Russie.

4. Que représente l'Europe pour la Russie, et quel rôle pour l'Europe face à la Russie ?

La Russie est une puissance européenne. Quand on vit là-bas, personne ne vous dit « *je suis eurasiatique* ». Leurs références sont européennes. Désormais, les Russes ont perdu leurs premiers partenaires, les Européens.

Aux yeux du Kremlin, l'UE possède une double tare. D'abord, il considère qu'elle est dominée par les pays dit « russophobes », c'est-à-dire la Pologne et les Etats baltes, et la perception que l'Allemagne et la France ne pèsent plus comme avant. Ensuite, l'Europe est, à ses yeux, vassalisée par les Etats-Unis. Cela se traduit par une sorte de mépris, peut-être de méconnaissance aussi. Par exemple en mars 2022, le projet d'accord de paix d'Istanbul qui prévoyait la neutralité de l'Ukraine excluait toute accession à l'OTAN ainsi que la présence de forces militaires étrangères sur le territoire ukrainien, mais permettait en revanche son adhésion à l'UE. Le fait que l'Ukraine soit dans l'UE ne comptait alors pas pour la Russie. Cela lui était égal. A moins qu'elle n'y croyait pas.

Depuis, le discours russe sur l'UE s'est durci, car Moscou voit que l'UE prend une dimension militaire de plus en plus grande. Il est inacceptable pour la Russie, que l'Ukraine, considérée comme un pays jumeau, entre dans l'orbite européenne, choisisse la voie euro-atlantique. Si les leviers de l'adhésion permettaient de faire de l'Ukraine quelles que soient ses frontières futures, une économie de marché qui marche plus ou moins bien, un état de droit, une démocratie même imparfaite, une limitation de la corruption, alors les habitants de l'autre côté de la frontière, peut-être au Donbass, verront que ce modèle existe. Le ver sera alors dans le fruit.

Il ne faut pas oublier que même si les racines de la crise russo-ukrainienne sont très profondes, le détonateur a été le refus du président ukrainien Ianoukovytch de signer l'accord d'association avec l'UE en 2013. Les pressions russes ont été très fortes. Cet accord d'association, donc de coopération, ne préjugeait en rien de l'adhésion. Il entrait dans le cadre du partenariat oriental. Après le refus de la signature au sommet de Vilnius, les manifestations ont éclaté place Maïdan. Le détonateur a été européen et je pense que la solution sera aussi européenne. Si nous arrivons à européaniser l'Ukraine, ce que Poutine ne veut pas, je pense que nous aurons gagné.